# Madagascar: à quand la stabilité politique ?

## FRI - Tirthankar Chanda - 15/02/14

Le président malgache Hery Rajaonarimampianina (d) et l'ex-président Andry Rajoelina lors de la cérémonie de passation de pouvoir, le 24 janvier 2014 à Antananarivo. REUTERS/John Friedrich Rabenandro

Si les conditions de l'élection de Hery Rajaonarimampianina à la tête de Madagascar ont été jugées « *libres et démocratiques* » par la communauté internationale, il n'est pas sûr que le chef de l'Etat ait les coudées franches pour parachever rapidement le retour à l'ordre constitutionnel. Les chantiers socioéconomiques sont immenses, mais le pays ne pourra renouer avec le développement sans résoudre son interminable crise politique.

Le nouveau président de Madagascar a fait entrer la Grande Ile dans le livre des records. Avec un nom de famille qui compte à lui seul 19 lettres et 10 syllabes, Hery Martial Rakotoarimanana Rajaonarimampianina a permis à son pays de figurer à la tête de la liste du quotidien britannique *The Guardian*, qui classe 195 Etats selon la longueur des patronymes de leurs premiers personnages. Madagascar peut se targuer d'avoir élu le président au nom le plus long du monde !

Il serait toutefois injuste de réduire le huitième chef de l'Etat malgache à cela. D'autant que l'homme semble être animé d'une véritable ambition pour son pays. Depuis son investiture le 25 janvier, il s'est signalé à l'attention par sa volonté de se mettre au-dessus des rivalités qui empoisonnent la vie politique de l'île depuis le renversement du président Marc Ravalomanana en 2009. Bien qu'il soit issu de la faction conduite par le putschiste Andry Rajoelina, qui a dirigé le pays pendant cinq ans sans être élu, et dont le nom est, pour les Malgaches, synonyme de descente dans un gouffre sans fond de pauvreté et de corruption, le nouveau président proclame vouloir incarner le changement. Il veut résolument engager son pays dans un processus de réconciliation nationale.

**Héritier**

Le locataire d'Ambohitsirohitra a martelé le thème de l'unité nationale dans son discours d'investiture qui, malgré ses copier-coller empruntés pêle-mêle à Nicolas Sarkozy et à Barack Obama, témoigne du souci du nouveau pouvoir de pacifier le pays. La décision du président dès son premier Conseil des ministres de dissoudre la Force d'intervention spéciale (FIS) et la Direction de sécurité du territoire (DST), qui s'étaient fait connaître par leurs méthodes musclées dignes des polices politiques des régimes autoritaires, va dans le sens de la pacification. En public comme en privé, le président parle de l'urgence de renouer avec l'Etat de droit (voir son entretien RFI avec Boisbouvier) et de lutter contre la corruption, qui s'est amplifiée au cours des dernières années, rompant ainsi avec le régime de son prédécesseur dont il est pourtant l'héritier.

Expert-comptable de profession, M. Rajaonarimampianina est relativement un nouveau venu dans la vie politique. Appelé au stratégique ministère des Finances par Andry Rajoelina lorsque celui-ci avait pris le pouvoir - après son coup de force de 2009 -, il a géré son département en technocrate tout en fermant les yeux sur les trafics auxquels s'adonnait la clique Rajoelina. La corruption s'ajoutant à l'interruption brutale de l'aide internationale au développement, qui représentait près de 50% du budget national, la Grande Ile est entrée dans l'une des crises économiques les plus graves de son histoire. Lorsque la communauté internationale, soucieuse de voir se rétablir l'ordre constitutionnel, a interdit à Andry Rajoelina, l'homme fort du régime putschiste, de se porter candidat à la présidentielle de 2013, celui-ci a proposé la candidature de son ministre des Finances. Dans la foulée, Rajaonarimampianina a été élu. A lui revient aujourd'hui la responsabilité de redresser le pays.

**Les défis socioéconomiques du nouveau président**

Les chantiers du nouveau président sont immenses. L'économie malgache, mise à mal par le régime prédateur issu du coup d'Etat de Rajoelina et les sanctions internationales, est quasi-moribonde. La crise a profondément appauvri la population, dont 92% vit avec moins de 2 dollars par jour, contre 68% en 2005. Cette pauvreté touche les sections les plus vulnérables de la population, notamment les 4 millions de ruraux confrontés à la famine et les enfants de moins de 5 ans, dont la moitié souffre de malnutrition chronique. Selon la Banque mondiale, la croissance a été quasi nulle entre 2009 et 2013, alors qu'elle était de 5% en moyenne avant le putsch.

L'agriculture, le tourisme et le textile, qui étaient avant la crise les secteurs les plus dynamiques de l'économie malgache, sont totalement sinistrés. Le textile malgache a particulièrement souffert de son exclusion du marché américain suite à la prise de pouvoir par Andry Rajoelina. Jusqu'à 2009, les produits textiles malgaches pouvaient être exportés aux Etats-Unis exemptés de droits de douane dans le cadre de la loi Africa Growth and Opportunity Act (AGOA). La fin de ce privilège législatif a fait perdre leur emploi à des dizaines de milliers de Malgaches.

Dans ce contexte, la première tâche du nouveau président sera de persuader les pourvoyeurs de fonds internationaux (la Banque mondiale, le FMI et l'Union européenne) de reprendre leurs aides dont dépendra la relance de l'économie de la Grande Ile. A cet effet, Hery Rajaonarimampianina a déjà rencontré les représentants des principaux bailleurs lors de son récent déplacement à Addis-Abeba, pour le sommet de l'Union africaine (UA). L'organisation régionale a rapidement levé la mesure prise en 2009, qui excluait Madagascar de ses différentes activités. L'Union européenne et les Etats-Unis attendent pour leur part la formation d'un « *gouvernement démocratique* » pour procéder à la levée des sanctions financières.

**Un vaudeville tragi-comique**

L'attentisme des Occidentaux s'explique par les incertitudes qui pèsent encore sur le retour de la Grande Ile à une vie politique apaisée. « *On en est loin* », affirme Solofo Randrianja, directeur de recherche à l'Institut d'études politiques d'Antananarivo. « *La situation reste très délétère*, explique le chercheur. *Les élections n'ont rien changé. Les partisans de Rajoelina ne ratent pas la moindre opportunité pour se faire entendre. D'autant que le président n'a pas beaucoup de marges de manœuvre, ayant été élu avec seulement les voix d'un quart de l'électorat. Il est sans doute le dirigeant le plus mal élu de notre histoire !* »

Dans ce contexte, comment s'étonner que le trublion de la vie politique malgache, Andry Rajoelina, croie encore en sa bonne étoile ? Empêché par la communauté internationale de se présenter à l'élection présidentielle, celui-ci compte sur la majorité relative d'un tiers de sièges (49 sur 151 députés), dont son parti, le Mapar, dispose au Parlement récemment renouvelé, pour revenir au pouvoir. Il briguerait, selon certaines sources, la primature. Selon la Constitution malgache, c'est la majorité parlementaire qui propose le Premier ministre. Le Mapar fait pression sur le président, pour que celui-ci entérine son candidat.

D'aucuns disent que l'attentat meurtrier qui a ensanglanté la cérémonie d'investiture du nouveau président, le 25 janvier dernier, était un avertissement au chef de l'Etat, au cas où celui-ci serait tenté de gouverner avec des personnalités de l'opposition. Une solution vers laquelle la communauté internationale semble le pousser. Dans ces conditions, malgré ses engagements forts en faveur de l'ouverture et de la réconciliation nationale, Hery Rajaonarimampianina aura du mal à résister, d'autant que « *la coalition de la troisième force* » qu'il a tentée de

créer, réunissant les verts, les indépendants, mais aussi des personnalités du Mapar et de l'opposition dirigée par l'ancien président Ravalomanana, tarde à se concrétiser.

L'issue du vaudeville tragi-comique qui est en train de se jouer à Antananarivo sera vraisemblablement connue le mardi 18 février, à l'occasion de la session spéciale de l'Assemblée nationale prévue par la Constitution malgache. Il n'est pas sûr que désillusionné par sa classe politique peu soucieuse du bien commun et du développement équitable, le peuple malgache, qui s'est signalé à l'attention par son abstention historique, surtout au second tour de la présidentielle (le 20 décembre), puisse y trouver son compte.

Source : http://www.rfi.fr/afrique/20140213-madagascar-ordre-constitutionnel-hery-rajaonarimampianina-rajoelina/